Philipp Fink, Martin Hennicke,
Heinrich Tiemann

Une Allemagne inégalitaire

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

POUR UN LENDEMAIN MEILLEUR

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

POUR UN LENDEMAIN MEILLEUR

Un projet de la Friedrich-Ebert-Stiftung 2018–2020

Croissance des inégalités sociales, polarisation sociale, migration et intégration, dérèglement climatique, numérisation et mondialisation, avenir incertain de l'Union européenne : l'Allemagne est confrontée à des défis d'ampleur.

Il incombe à la social-démocratie d'y apporter des réponses convaincantes, progressistes et pérennes. Dans son projet « Pour un lendemain meilleur », la Friedrich-Ebert-Stiftung formule des propositions et développe ses positions autour de six grandes thématiques :

- La question démocratique
- L'Europe
- La numérisation
- Le développement durable
- L'égalité femmes-hommes
- L'intégration

Coordination
Dr. Andrä Gärber dirige le département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Gestion de projet
Severin Schmidt est conseiller en politique sociale au département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Communication
Johannes Damian est responsable de la communication stratégique dans le cadre de ce projet, et conseiller en communication et questions politiques globales de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Les auteurs
Dr. Philipp Fink était conseiller en politique climatique, environnementale, énergétique et structurelle au département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung et directeur du groupe de travail sur les politiques structurelles durables. Il dirige depuis le 1er juillet 2019 le bureau des pays nordiques de la fondation à Stockholm.
Martin Hennicke, ancien Ministerialdirigent (chef de service d'un ministère), a dirigé jusqu'en 2017 le département de planification politique de la chancellerie du Land de Rhénanie-du-Nord–Westphalie. Il est membre du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables de la Friedrich-Ebert-Stiftung.
Heinrich Tiemann, ancien secrétaire d'État, a occupé le poste de Ministerialdirektor (chef de direction d'un ministère) à la chancellerie fédérale et de secrétaire d'État dans différents ministères fédéraux. Il est membre du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Les responsables de cette publication au sein de la FES
Dr. Philipp Fink était conseiller en politique climatique, environnementale, énergétique et structurelle dans le département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung et directeur du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables. Il dirige depuis le 1er juillet 2019 le bureau des pays nordiques de la Fondation à Stockholm.
Max Ostermayer est conseiller en politique climatique, environnementale, énergétique et structurelle au département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung et directeur du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables.

Plus d'informations ainsi qu'une carte interactive des disparités socio-économiques sur :
www.fes.de/ungleiches-deutschland/

**Philipp Fink, Martin Hennicke,
Heinrich Tiemann**

Une Allemagne inégalitaire

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

Avant-propos 2

1. INTRODUCTION : DES CONDITIONS DE VIE INÉGALES EN ALLEMAGNE 4

1.1 Les disparités régionales : retour sur un problème bien connu 4
1.2 Les relations financières entre l'État fédéral et les Länder : l'occasion manquée 5
1.3 Une Allemagne inégalitaire : un terrain propice au populisme de droite 5

2. L'ALLEMAGNE AUJOURD'HUI 7

2.1 Analyse par segments 7
2.2 L'Allemagne, cinq pays différents pour cinq catégories de territoires 8
2.3 Entre richesse et pauvreté 12

3. UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR L'ÉGALITÉ DES CONDITIONS DE VIE ET LA COHÉSION SOCIALE 14

3.1 Favoriser la cohésion sociale 14
3.2 Diminuer les inégalités et renforcer la démocratie 16

Annexe A Description des indicateurs 18
Annexe B Plages de valeurs des indicateurs 19
Annexe C Méthodologie 20
Table des illustrations et tableaux 22
Références bibliographiques 23

Plus d'informations ainsi que des cartes et des graphiques interactifs relatifs à l'étude sur :
www.fes.de/ungleiches-deutschland/

Avant-propos

« L'Allemagne se porte bien, très bien même ».[1] Telle est depuis longtemps l'analyse presque univoque des responsables politiques, des spécialistes et des économistes. En effet, à première vue, l'Allemagne se porte bien : recul du chômage, industries innovantes, des taux de croissance dont, jusqu'à il y a encore peu de temps, la plupart de ses voisins européens n'osaient même pas rêver. Mais la bonne santé de l'économie ne profite pas à tous. La présente étude montre au contraire que les inégalités socio-économiques se sont accentuées ces dernières années en Allemagne. Pire encore : si quelques villes sont en plein essor, des régions entières sont menacées de décrochage sur le long terme.

Ni la forte croissance économique ni le recul du chômage n'ont permis de combler le véritable fossé existant entre les régions riches et les régions plus pauvres de l'Allemagne. L'écart entre les territoires dynamiques et les territoires défavorisés ne cesse de se creuser. Le mécanisme de compensation entre l'État fédéral et les Länder ne fonctionne plus.

Dans son étude intitulée « Une Allemagne inégalitaire : rapport sur les disparités socio-économiques 2019 », la Friedrich-Ebert-Stiftung dresse un état des lieux complet des inégalités régionales en Allemagne. Cette étude reprend en l'augmentant le rapport sur les disparités de l'année 2015.

Contrairement aux études récentes centrées sur une seule problématique (la pauvreté ou l'évolution démographique par exemple), l'équipe de l'Institut de recherche pour le développement régional et urbain (ILS) de Dortmund a réalisé sous la direction des professeurs Stefan Fina et Stefan Siedentop une analyse dite par segments reposant sur plusieurs indicateurs.

D'après cette étude, l'Allemagne est marquée par de fortes inégalités sociales et économiques. Plus de 13,5 millions d'habitant(e)s vivent dans des régions présentant de sévères problèmes structurels. Dans les régions dynamiques en plein essor, l'augmentation du coût de la vie et la saturation des infrastructures pèsent même sur les classes moyennes. A la clé, un délitement de la cohésion sociale.

---

1 Dieter Kempf, président de l'Association de l'industrie allemande (BDI), cité dans Capital.de, (12.1.12018) https://www.capital.de/wirtschaft-politik/deutschland-geht-es-gut-sehr-gut-sogar (17.4.2019).

Le populisme de droite connaît un fort engouement en particulier dans certaines des régions qui traversent une crise structurelle. Pour mettre fin à la crise de légitimité grandissante du système fédéral et des institutions démocratiques, la classe politique doit agir de toute urgence.

Avec son projet «Pour un lendemain meilleur», la FES contribue au débat sur la démocratie et la cohésion sociale en Allemagne. Cette étude en constitue le point de départ. En complément de l'analyse proposée, des recommandations politiques concrètes seront formulées. Les auteur(e)s invitent la Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie[2], dont les conclusions ont été rendues à l'été 2019, à mettre au point une politique en faveur de la cohésion sociale. La lutte contre les inégalités appelle des solutions circonstanciées pour que les fonds puissent être alloués en fonction des besoins : à situation inégale, traitement différencié. De nouveaux leviers politiques seront ici nécessaires sans oublier le renforcement des communes[3] qui jouera un rôle déterminant. Ces dernières devront être dotées d'infrastructures techniques optimales et de moyens financiers et humains suffisants. L'État ne pourra en effet regagner la confiance des citoyen(ne)s que s'il démontre sa capacité à leur offrir des services publics de qualité.

JOHANNES DAMIAN
Conseiller en communication et questions politiques globales de la Friedrich-Ebert-Stiftung

PHILIPP FINK
Directeur du bureau des pays nordiques de la Friedrich-Ebert-Stiftung à Stockholm

MAX OSTERMAYER
Conseiller au département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung

---

2 Selon la définition du rapport, le principe « d'égalité des conditions de vie » (gleichwertige Lebensverhältnisse) renvoie à un objectif d'équité relatif au choix du lieu de vie des citoyen(ne)s sur le territoire : « le fait de vivre dans une région plutôt que dans une autre ne doit pas porter préjudice aux citoyen(ne)s. Toutes les communes (…) doivent par conséquent pouvoir présenter un bon niveau d'attractivité, de qualité de vie et de développement économique, continuer à renforcer leurs atouts et garantir l'accès aux soins médicaux et aux services publics ».

3 En Allemagne, la « commune » (Kommune) est une appellation qui correspond à un certain niveau de l'organisation administrative allemande. Le périmètre des compétences communales englobe les petites communes (Gemeinden), les villes mais aussi les collectivités territoriales telles que les structures transcommunales appelées « arrondissements » (Kreise), lesquels peuvent être des « arrondissements ruraux » (Landkreise) ou des « villes-arrondissements » (Stadtkreise). Au niveau supérieur, on peut trouver les « régions administratives » ou « districts » (Bezirke), qui constituent dans certains territoires le niveau intermédiaire entre les « arrondissements » et le « Land ».

1

INTRODUCTION : DES CONDITIONS DE VIE INÉGALES EN ALLEMAGNE

L'économie allemande se porte bien. Pour mieux dire, les valeurs moyennes de l'économie allemande sont bonnes, alors que les inégalités augmentent. Le changement structurel sur le plan social et économique a exacerbé les effets de la mondialisation, de la numérisation et de l'évolution démographique. Dans de nombreuses régions d'Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est, les déséquilibres économiques, sociaux et démographiques s'accumulent. Seule une approche globale pourra éradiquer ces difficultés et créer un climat favorable à l'égalité des conditions de vie. La sphère politique, les entreprises, les chercheurs et la société civile sont ici unanimes. En conséquence, le gouvernement fédéral a créé l'année dernière une Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie. Celle-ci a présenté pendant l'été 2019 une stratégie politique de lutte contre les disparités socio-économiques.

Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie

Le gouvernement fédéral a créé le 18 juillet 2018 la Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie. A partir d'une vision commune de l'égalité des conditions de vie, la Commission recommande des mesures qui tiennent compte des différentes tendances régionales et de l'évolution démographique du pays. Cette commission formule d'une part des propositions pour améliorer la situation financière des communes (encours de dettes des collectivités territoriales – Altschulden – , crédits de trésorerie) et d'autre part des recommandations pour mettre en place un système d'aide pour l'ensemble du pays, incluant notamment la recherche et l'innovation, la formation et les qualifications. La commission soumet également des propositions permettant de développer des lieux d'habitation, de travail et de vie attractifs ainsi qu'un réseau dense d'infrastructures accessibles à tous. Enfin, elle propose des pistes de réflexion pour encourager la cohabitation des jeunes et des personnes âgées et promouvoir le bénévolat. L'ensemble de ces conclusions doivent permettre, d'ici la fin de l'actuelle législature et au-delà, des avancées notables et concrètes en faveur d'une égalisation des conditions de vie.

Le ministère de l'Intérieur et des Travaux publics siège à la tête de la commission. Le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture ainsi que le ministère de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse en assurent la co-présidence. D'autres ministères fédéraux sont membres de cette commission, notamment le délégué du gouvernement fédéral pour la Culture et les Médias, le délégué fédéral pour les questions migratoires, les personnes réfugiées et l'intégration ainsi que le délégué fédéral aux nouveaux Länder. Enfin, tous les Länder ainsi que les trois associations communales (le Landkreistag [association des arrondissements], le Städtetag [association des villes] et le Städte- und Gemeindebund [association des villes et des communes]) sont membres de la commission.

1.1 LES DISPARITÉS RÉGIONALES : RETOUR SUR UN PROBLÈME BIEN CONNU

Les structures économiques et sociales évoluent très rapidement. Le « rapport sur l'aménagement du territoire de l'année 2011 » du gouvernement allemand (portant sur des données datant d'avant 2010) fait état de disparités socio-géographiques très nettes entre le Sud et le Nord, mais surtout entre l'Ouest et l'Est (BBSR 2012). Ce rapport tire la conclusion suivante : la répartition spatiale de l'activité économique, de l'emploi et de la situation sociale en Allemagne est marquée par des inégalités croissantes. Aujourd'hui, le poids économique d'une région est encore plus déterminant pour son développement qu'il y a 20 ans. Alors que les régions riches prennent de l'avance, les arrondissements et les régions souffrant de faiblesses structurelles se retrouvent souvent piégés dans le cercle vicieux de l'endettement, de la croissance faible, du chômage et du dépeuplement (Fink/Tiemann 2017). L'étude de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) intitulée « Une Allemagne inégalitaire : rapport sur les disparités socio-économiques 2015 » avait également déjà illustré avec force la géographie des inégalités en Allemagne. (Albrech et al. 2016).

Principales conclusions de l'étude « Une Allemagne inégalitaire : rapport sur les disparités socio-économiques 2015 »

Après analyse des données collectées avant 2012, il était apparu nettement que la croissance économique et la création d'emplois se concentraient de plus en plus sur un nombre restreint de régions. Les régions en plein essor économique formaient sur la carte de l'Allemagne un C avec un point, partant des régions métropolitaines de Hambourg, Brême, Hanovre et Wolfsbourg jusqu'à la région centrale du Neckar dans le Bade-Wurtemberg et Munich, en passant par les régions de la Ruhr, du Rhin-Main et du Rhin-Neckar. Berlin formait le point.

Le Sud avait déjà consolidé son avance sur le Nord et l'Ouest. L'Est, quant à lui, restait à la traîne. Certaines régions dans l'Ouest et le Nord de l'Allemagne étaient frappés par un taux de chômage et un niveau de pauvreté des enfants élevés ainsi qu'un endettement des communes toujours plus important, réduisant la marge de manœuvre des communes et limitant leurs investissements.

L'étude de 2015 montre par ailleurs que les anciennes régions industrielles de l'Ouest et les régions rurales périphériques avaient tendance à être plus touchées par les disparités. Leurs infrastructures étaient de nettement moins bonne qualité, l'émigration était plus forte qu'ailleurs en Allemagne et leur contribution à la prospérité économique du pays était sensiblement inférieure à celle des arrondissements situés en périphérie de Hambourg, Berlin, Francfort, Stuttgart et Munich. Les agglo-

mérations ont crû davantage grâce à l'afflux de jeunes travailleurs très qualifiés.

Les régions affichaient également des écarts de compétitivité mesurables à la dotation en services d'avenir et innovants et/ou à la présence d'une industrie exportatrice, compétitive sur le marché international.

La croissance enregistrée ces dernières années n'a pas permis de réduire ces disparités. Au contraire, les inégalités existantes se sont accrues et les contrastes se sont accentués.

Le fossé entre communes pauvres et communes riches a continué de se creuser. Les évolutions de l'investissement public se sont fait l'écho des disparités régionales évoquées. Les communes du Bade-Wurtemberg et de la Bavière ayant engagé de lourds investissements, celles-ci se sont distinguées des communes aux investissements plus limités dans la majeure partie de l'Allemagne de l'Ouest. Les régions économiquement fragiles sont entrées dans un cercle vicieux : un manque de recettes conjugué à une augmentation des dépenses. La recrudescence des crédits de trésorerie dans les communes d'Allemagne de l'Ouest a empêché les villes et les arrondissements d'assurer le bon fonctionnement des services publics. A une densité de population plus faible et une situation financière fragile s'est ajoutée une mauvaise qualité des services, notamment des soins médicaux. A l'issue de cette étude, il est donc clairement apparu que l'Allemagne présentait de grandes disparités en matière de services publics. La répartition des richesses dans le pays était ainsi devenue très inégale.

Quelle: Albrech et al. 2016.

Le «rapport sur l'aménagement du territoire 2017 : état des lieux des services publics» du gouvernement fédéral s'est penché sur la problématique des services publics (BBSR 2017). Selon ce rapport, les défis à relever pour assurer le fonctionnement des services publics seront de plus en plus nombreux du fait des tendances démographiques : déclin, dépeuplement et vieillissement de la population. Les disparités régionales en matière de soins s'accentueront. L'urgence en la matière au vu de l'évolution démographique se fait particulièrement sentir en Allemagne de l'Est.

1.2 LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE ÉTAT FÉDÉRAL ET LÄNDER : L'OCCASION MANQUÉE

La réorganisation à partir de 2020 des relations financières entre État fédéral et Länder était l'occasion de lutter contre les disparités socio-économiques entre les différentes régions du pays. En 2013, la FES avait déjà soumis un plan pour que les communes des arrondissements défavorisés retrouvent leur capacité d'action et échappent au cercle vicieux de l'endettement décrit plus haut (Eichel et al. 2013). A l'époque, les réflexions étaient nées de la volonté de faire du système de compensation entre les Länder et l'État fédéral un mécanisme de péréquation financière adaptée aux besoins avec pour objectif celui de répartir équitablement les charges et les obligations. Une réorganisation des revenus et une nouvelle répartition des responsabilités et des dépenses s'imposaient à cet égard. Ce nouveau mécanisme devait renforcer la compensation verticale entre l'État fédéral, les Länder et les communes. Il comprenait trois mesures :

- **L'assainissement des finances communales**
  Les communes devaient retrouver leur capacité de financer elles-mêmes la plus grande partie des activités locales. L'État devait participer, à hauteur d'une part bien plus importante qu'il ne le faisait auparavant, aux dépenses sociales telles qu'établies par le code social et financées par l'impôt. Un principe devait être rétabli : «Celui qui commande, paie».
- **La couverture en services publics**
  Une nouvelle «mission d'intérêt commun sur les services publics régionaux» a été proposée. Son objectif : lutter contre les disparités régionales.
- **Le renforcement de la cohésion des territoires**
  Un concours d'idées organisé dans les régions devait favoriser et renforcer la coopération et le potentiel de développement local.

L'État fédéral et les Länder n'ont cependant pas saisi cette occasion de transformer durablement et radicalement les finances publiques au profit des Länder et des régions plus fragiles aussi bien économiquement que financièrement. Les relations financières entre l'État fédéral et les Länder ont perdu la notion de solidarité entre Länder avec la suppression de facto du système de péréquation horizontale, faisant place à un système de péréquation exclusivement verticale. Cette évolution a eu pour conséquence l'uniformisation du système fédéral. La réorganisation des relations financières entre État fédéral et Länder commencera à grever considérablement le budget de l'État à compter de 2020. L'État fédéral propose en effet aux Länder des prestations complémentaires assorties d'un allègement annuel d'environ 10 milliards d'euros. Ainsi, cette réforme améliore la situation de tous les Länder sans toucher aux écarts entre eux. Les riches restent riches et les pauvres restent pauvres. Ce seront donc les mêmes Länder qui seront financièrement fragiles à l'avenir (Bauer et al. 2017 ; Südekum et al. 2017).

La croissance économique et les différents programmes récemment mis en place par l'État fédéral et les Länder — par exemple la loi sur l'incitation aux investissements des communes (qui prévoit un programme d'infrastructures et un programme de rénovation des établissements scolaires avec une dotation de 3,5 milliards d'euros chacun) — n'y changent rien. Ces mesures politiques ciblées ne sont efficaces qu'à court terme et sont sous-dimensionnées. Ces programmes pourront tout au plus atténuer les disparités qui se creusent mais n'agiront pas sur leurs causes structurelles.

1.3 UNE ALLEMAGNE INEGALITAIRE : UN TERRAIN PROPICE AU POPULISME DE DROITE

La mondialisation, la numérisation, l'évolution démographique et les changements culturels sont source d'incertitudes pour la population allemande. La croissance et les avantages liés au changement ne profitent qu'à une minorité de la population. Le changement structurel crée des gagnant(e)s et des perdant(e)s. Dans les arrondissements et les régions qui menacent d'être marginalisés sur le plan économique, la population n'a pas plus confiance dans le monde politique ni les institutions démocratiques. La peur de l'exclusion et de la marginalisation se diffuse tandis que les sentiments de frustration et d'incertitude ne cessent de croître. En conséquence,

les électeurs se détournent des partis politiques traditionnels et doutent de l'efficacité du processus démocratique. L'inégalité manifeste entre les conditions de travail et de vie est l'une des causes — parmi d'autres — de la montée du populisme de droite (Giebler/Regel 2017 ; Manow 2018).

La controverse politique sur les gagnant(e)s et les perdant(e)s du changement structurel a attisé le débat sur les inégalités des conditions de vie.

Les potentialités offertes par une politique régionale à l'initiative des Länder ont été redécouvertes. La population a exigé une nouvelle politique régionale, structurelle et éducative.

C'est dans ce contexte de fractures économiques, sociales et politiques croissantes que la FES a choisi de présenter son étude « Une Allemagne inégalitaire : rapport sur les disparités socio-économiques 2019 ». Cette étude, qui repose sur les calculs de l'Institut de recherche pour le développement régional et urbain (ILS) de Dortmund, traite, à l'instar de la précédente, des tendances dans l'évolution des conditions de travail et de vie. La nouveauté de ce rapport réside dans la réflexion sur le lien entre les différents indicateurs retenus. Le « rapport sur les disparités socio-économiques 2019 » montre clairement que les conditions de vie de la population varient fortement selon les régions.

L'étude va une nouvelle fois au-delà du simple état des lieux. La FES propose des perspectives et des moyens de parvenir à des conditions de vie moins inégales et à une meilleure cohésion sociale. Par là-même, cette étude ravive un débat qui fait rage. L'étude « Une Allemagne inégalitaire : rapport sur les disparités socio-économiques 2019 » apporte en ce sens sa contribution au travail de la Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie.

2

L'ALLEMAGNE AUJOURD'HUI

Hausse des exportations, records en matière d'emploi, augmentation des revenus… La situation économique et sociale de l'Allemagne fait depuis plusieurs années l'objet d'éloges dans le débat public, en particulier en comparaison avec les autres États membres de l'UE. Précision toutefois importante : en réalité, l'Allemagne se porte bien dans sa globalité seulement. À y regarder de plus près, au-delà des chiffres nationaux, c'est une autre image de la croissance et de la richesse qui se dessine. Le pays n'est pas homogène. Il existe plusieurs Allemagne, qui se distinguent considérablement par leur situation économique et sociale.

Les atouts et les points faibles de l'Allemagne sont complexes et peuvent être représentés grâce à des indicateurs. Ces indicateurs sont représentatifs de différentes problématiques (cf. annexes A et B). Ils permettent de rendre compte des différentes tendances dans le pays et de comparer les territoires analysés. Que signifient les résultats présentés dans la synthèse ? Dans quelles régions les tendances économiques et sociales négatives se figent-elles en un écheveau de difficultés ? En quoi les régions riches se distinguent-elles des régions plus fragiles ?

2.1 ANALYSE PAR SEGMENTS[4]

Pour répondre à ces questions, c'est une analyse dite par segments qui a été menée à partir d'indicateurs spécifiques. Plusieurs thématiques seront observées tandis que les villes-arrondissements et les arrondissements seront répertoriés selon cinq catégories de territoires présentant des caractéristiques similaires.

1. **Nombre de travailleurs très qualifiés** *(économie, emploi et marché du travail)* : la formation et la qualification conditionnent l'accès au marché du travail, en particulier aux emplois d'avenir et fortement rémunérés. Le taux d'actifs cotisant à la sécurité sociale titulaires d'un diplôme d'études supérieures (sur leur lieu de résidence) détermine dans quelle mesure la demande en emplois qualifiés sur le marché du travail correspond au nombre de travailleurs disposant de la formation requise. Plus ce taux est élevé, meilleures sont la structure du marché du travail et les perspectives d'avenir pour les travailleurs qualifiés et les entreprises.
2. **Pauvreté des personnes âgées et pauvreté des enfants** *(perspectives d'éducation et d'avenir)* : la pauvreté est un réel fardeau. Les enfants pauvres ont moins d'opportunités de réussir leur parcours scolaire et leur vie professionnelle. La carte des disparités présente le taux de bénéficiaires de prestations sociales parmi les enfants et les personnes âgées. Cela révèle le niveau réel de pauvreté dans les régions étudiées et le degré de dépendance au revenu minimum versé par l'État.
3. **Espérance de vie, distance d'un(e) médecin généraliste et salaire brut** *(richesse et santé)* : l'espérance de vie est le résultat d'un mode de vie sain qui dépend grandement du niveau d'éducation, du revenu et de la situation sociale de chacun. Les données sur la distance d'un(e) médecin généraliste rendent compte de la disponibilité des soins médicaux de base et des infrastructures qui se développent en fonction de la demande. L'accès aux soins devient un problème lorsque ces infrastructures disparaissent. Le salaire brut médian indique le revenu possible sur un marché du travail donné. Le salaire par lieu de résidence donne davantage de précisions sur le revenu des personnes contraintes d'effectuer des migrations pendulaires entre leur lieu de travail et leur domicile.
4. **Endettement des communes, participation aux élections et accès au haut débit** *(intégration politique et sociale des individus)* : il est difficile pour les communes très endettées d'entretenir et de développer leurs infrastructures techniques et sociales. En conséquence, leurs habitants souffrent d'un déficit en infrastructures, le fonctionnement de l'administration est plus laborieux et les communes disposent d'une marge de manœuvre réduite pour améliorer les facteurs d'attractivité territoriale. S'ensuit un faible taux de participation électorale, reflétant entre autres une crise de confiance dans l'État. Le déploiement d'un réseau de connexion à haut débit est un exemple du lien existant entre action de l'État, qualité des infrastructures et moyens d'intégration politique et sociale de la population. Une connexion internet accessible à tous permet en effet de réduire les disparités (en donnant par exemple la possibilité de travailler à distance).

4 Cette partie de l'étude repose sur les calculs de l'équipe de l'ILS Dortmund (Stefan Fina, Frank Osterhage, Jutta Rönsch, Karsten Rusche, Stefan Siedentop et Ralf Zimmer-Hegmann) et Rainer Danielzyk (Académie de recherche sur l'aménagement du territoire). Pour en savoir plus sur les indicateurs, les thématiques et la méthodologie, veuillez consulter les annexes A, B, C et D, la page www.fes.de/ungleiches-deutschland/ et le résumé de l'étude « Une Allemagne inégalitaire : rapport sur les disparités socio-économiques 2019 : Informations complémentaires sur les tendances, les indicateurs et les analyses ».

5. **Solde migratoire** *(migration intérieure)* : la différence entre les arrivées et les départs rend compte du comportement migratoire d'une population donnée. Elle révèle les préférences quant au choix du lieu de résidence. Ces données permettent de savoir quelles conditions de vie les personnes recherchent. Ces chiffres sont faussés par l'immigration de réfugiés dans les régions observées. L'évaluation des données migratoires de cette étude ne prend donc pas en compte les nationalités présentant une forte proportion de demandeurs d'asile.

L'illustration 1 montre le résultat de cette évaluation sous forme de carte. A des fins d'interprétation, des titres évocateurs désignent les catégories de territoires tandis que les indicateurs sont synthétisés dans le tableau 1. Les symboles utilisés indiquent le degré d'intensité des avantages (fort avantage : ↑; avantage : ↗) ou des handicaps (handicap : ↘; fort handicap : ↓) par rapport à l'ensemble de l'Allemagne, le symbole 0 représentant la moyenne. Ainsi, un faible taux de pauvreté des enfants indique une faible proportion d'enfants courant un risque de pauvreté : c'est un avantage, représenté par une flèche vers le haut. Au contraire, un niveau élevé d'endettement des communes est un handicap, représenté par une flèche vers le bas. La moyenne des indicateurs pour chaque catégorie de territoire est indiquée en gris entre parenthèses afin de pouvoir classer les résultats par catégorie grâce aux symboles. Le texte reprend cette classification et la complète avec d'autres caractéristiques.

2.2 CINQ PAYS DIFFÉRENTS POUR CINQ CATEGORIES DE TERRITOIRES

La carte des disparités (illustration 1) montre que l'Allemagne peut être divisée en cinq grandes catégories de territoires :

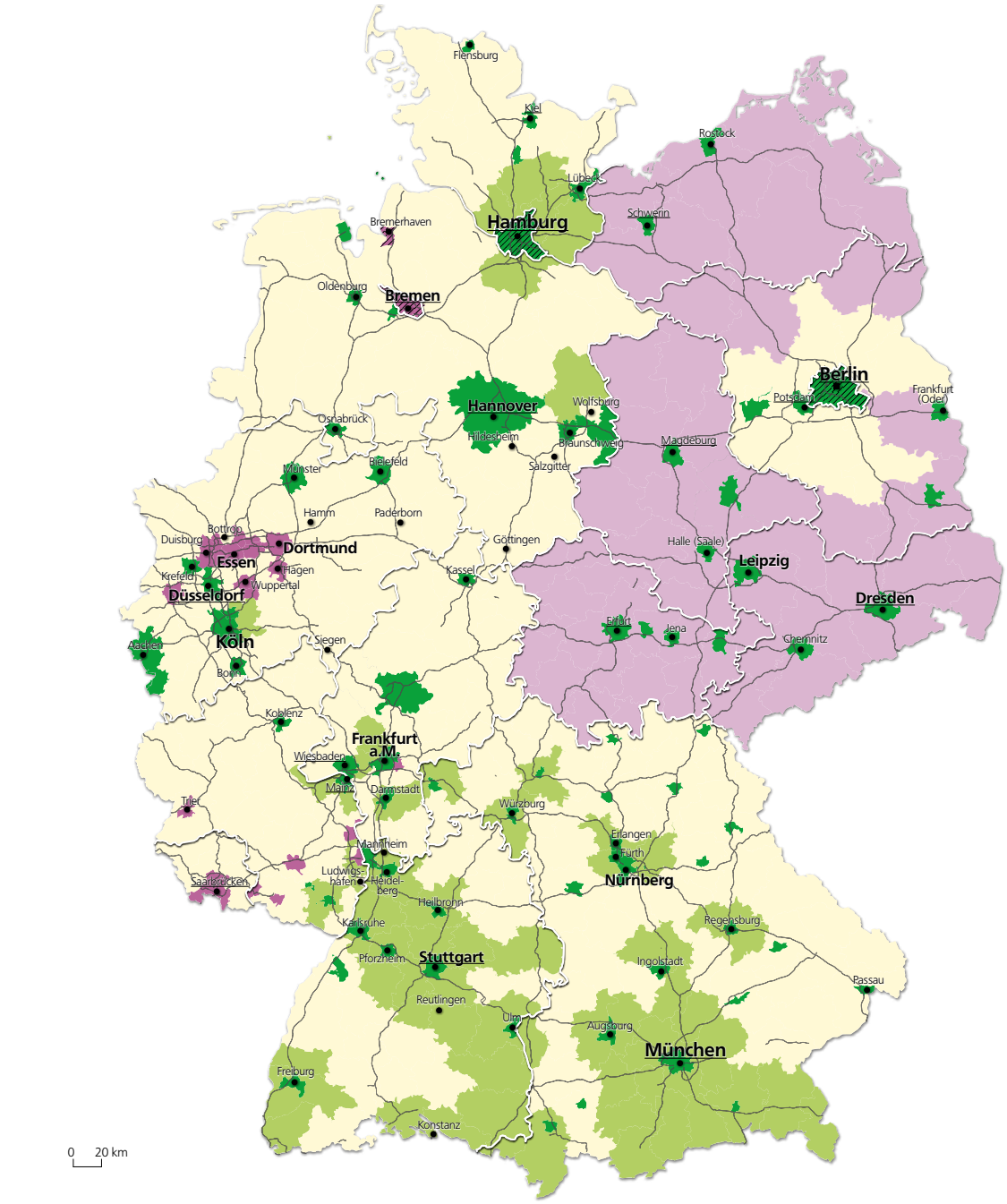
Le noyau dur de l'Allemagne (zone beige) compte 32,8 millions d'habitant(e)s (39,6 % des 82,8 millions d'habitant(e)s du pays) et 187 arrondissements (46,5 % des 402 villes-arrondissements et arrondissements). C'est de loin la plus grande catégorie de territoires, avec des valeurs situées pour la plupart dans la moyenne (cf. tableau 1).

Les moyennes et grandes villes dynamiques présentant un risque d'exclusion et **les périphéries et régions rurales riches** (zones vertes et vert clair) rassemblent les régions prospères de l'Allemagne, en particulier le Sud mais également des villes et des zones urbaines riches à l'Ouest et au Nord du pays, ainsi qu'à Berlin. Ces dernières années, ces régions ont consolidé leur avantage concurrentiel grâce à des investissements d'avenir. La carte fait cependant apparaître nettement le décrochage social croissant des ménages disposant d'un faible revenu dans les plus grandes villes. Cette tendance — source potentielle d'exclusion — résulte en grande partie de la hausse du coût de la vie et augmente le risque de pauvreté, allant jusqu'à menacer les classes moyennes. Un phénomène de migration des populations des grandes villes vers leur périphérie riche dans laquelle le risque de pauvreté est bien moindre est également observable. En conséquence, le coût de la vie a également augmenté en périphérie des villes. Cette tendance résulte du déplacement des populations entre le centre-ville et la périphérie, dont les infrastructures entrent en tension. Ces deux catégories de territoires rassemblent 36,4 millions d'habitant(e)s (44 % de la population allemande) et 140 villes-arrondissements et arrondissements (34,8 % des arrondissements du pays).

Les régions urbaines traversant un changement structurel profond et **les régions rurales en proie à une longue crise structurelle** rassemblent les cantons allemands qui évoluent négativement (en rouge et rose). Les sources des problèmes structurels sont multiples : alors que les régions urbaines de l'Ouest doivent lutter contre le déclin des anciennes industries (p. ex. l'industrie minière et l'industrie lourde), les régions majoritairement rurales de l'Est souffrent des effets de la réunification allemande et de l'effondrement de pans entiers de l'économie ainsi que du marché du travail de l'ex-RDA. Les stratégies pourtant prometteuses déployées dans ces territoires n'ont pas permis d'ouvrir de nouvelles perspectives, en particulier sur le marché du travail. Ces régions rassemblent 13,6 millions de personnes (16,4 % de la population allemande) et 75 arrondissements (18,7 % des villes-arrondissements et arrondissements allemands). On observe dans ces deux catégories de territoires un déclin démographique continu. À la migration internationale s'ajoute la migration des habitant(e)s de ces régions vers les grandes et moyennes villes dynamiques présentant un risque d'exclusion et dans les régions rurales et périphéries riches.

La classification dans ces catégories de régions permet d'expliquer et d'évaluer l'impact des disparités socio-économiques sur les territoires. Elle permet également de déterminer l'efficacité des mesures politiques dans les catégories-types de territoires et dans les différents arrondissements. Le tableau 2 indique les plages de valeurs des indicateurs ainsi que le nom des villes-arrondissements et des arrondissements qui affichent les valeurs minimales et maximales de leur catégorie, de sorte que les arrondissements dans lesquels ont été enregistrées les valeurs extrêmes dans chaque catégorie peuvent être identifiés. Ainsi, le risque de pauvreté des enfants et des personnes âgées est un problème qui concerne principalement les grandes villes : les valeurs extrêmes des grandes et moyennes villes dynamiques présentant un risque d'exclusion et des régions urbaines traversant un changement structurel profond sont proches (pauvreté des enfants : 31,9 % à Halle-sur-Saale et 39,5 % à Gelsenkirchen ; pauvreté des personnes âgées : 8,8 % à Francfort-sur-le-Main et 8,9 % à Offenbach-sur-le-Main).

Illustration 1
Carte des disparités socio-économiques



Grandes et moyennes villes dynamiques présentant un risque d'exclusion
Périphéries et régions rurales riches

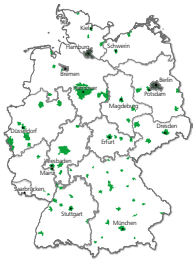
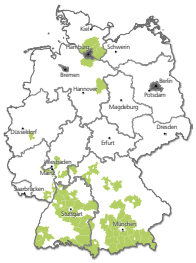
Noyau dur de l'Allemagne

Régions rurales en proie à une longue crise structurelle
Régions urbaines traversant un changement structurel profond

Villes-États de Berlin, Hambourg et Brême (absence de données relatives aux finances communales)

Source : carte créée par les auteurs ; Bases de données : Agence fédérale pour l'emploi, Office fédéral de la statistique, Institut pour la recherche sur les travaux publics, les villes et l'aménagement du territoire, Ministère du Transport et des Infrastructures numériques, Thünen-Institut, portail Wegweiser Kommune de la fondation Bertelsmann, Centre de données de recherche des offices de la statistique de l'État fédéral et des Länder, Office fédéral de cartographie et de géodésie et GeoBasis-DE/BKG 2018.

Tableau 1
Catégories de territoires selon les disparités socio-économiques en Allemagne

Description	Avantages et handicaps	Extension géographique
Grandes et moyennes villes dynamiques présentant un risque d'exclusion (78 arrondissements ; 22,7 millions d'hab.)		
Ces locomotives de l'économie allemande se distinguent par des possibilités de revenus supérieures à la moyenne dans les emplois d'avenir, un nombre remarquable d'équipements et d'infrastructures et une participation des citoyen(ne)s aux élections correspondant à la moyenne nationale. L'habitant(e) moyen(ne) de ces régions bénéficie de meilleurs soins que dans la plupart des autres régions d'Allemagne mais est en concurrence croissante avec les nombreuses personnes qui affluent dans les grandes villes, attirées par ces atouts. Les ménages défavorisés, qui ont plus d'enfants, courent un risque grandissant d'exclusion et de décrochage. Ces territoires comportent plus de personnes âgées pauvres que les autres régions. Les indicateurs tels que l'espérance de vie et l'endettement varient fortement. La valeur médiane dans cette catégorie de territoires est proche de la moyenne de l'Allemagne.	Travailleurs TQ : ↑ (21,4 %) Pauvreté des personnes âgées : ↘ (4,3 %) Pauvreté des enfants : ↘ (18,0 %) Espérance de vie : ↗ (80,6 J.) Distance d'un(e) médecin généraliste : ↗ (3,5 Min.) Salaire : ↗ (3.213 EUR) Endettement des communes : 0 (1.585 EUR) Participation aux élections : 0 (74,4 %) Accès au haut débit : ↑ (93,4 %) Migrations : ↗ (97,6 personnes pour 100 000 hab.)	
Régions rurales et périphéries riches (62 arrondissements ; 13,7 millions d'hab.)		
Ces régions du Sud de l'Allemagne et des périphéries des grandes villes riches bénéficient d'une situation géographique historiquement avantageuse et de la proximité avec les bassins d'emploi les plus attractifs d'Allemagne. Le risque de pauvreté et l'endettement y sont bien plus faibles que la moyenne et le salaire brut, l'espérance de vie et la participation aux élections y sont les plus élevés d'Allemagne. Rien d'étonnant à ce que ces régions attirent de nombreuses personnes, même si des progrès concernant les infrastructures (accès au haut débit, distance d'un médecin généraliste) sont encore à faire. Grâce à leur faible endettement, les communes de ces territoires disposent, comparativement au reste du pays, de moyens importants pour moderniser leurs infrastructures. Leur proximité avec le marché de l'emploi des grandes villes et l'accessibilité des infrastructures assurent à leurs habitant(e)s une grande qualité de vie, qui toutefois dépend fortement de la mobilité dans ce pays des migrations pendulaires qu'est l'Allemagne.	Travailleurs TQ : 0 (15,8 %) Pauvreté des personnes âgées : ↗ (1,9 %) Pauvreté des enfants : ↑ (6,2 %) Espérance de vie : ↑ (82,0 J.) Distance d'un(e) médecin généraliste : 0 (4,8 Min.) Salaire : ↑ (3.534 EUR) Endettement des communes : ↑ (931 EUR) Participation aux élections : ↑ (80,2 %) Accès au haut débit : 0 (82,3 %) Migrations : ↑ (197,7 personnes pour 100 000 hab.)	
Noyau dur de l'Allemagne (187 arrondissements ; 32,8 millions d'hab.)		
Ces territoires affichent des chiffres qui se situent toujours dans la moyenne nationale, à une exception près : le taux de travailleurs très qualifiés y est le plus faible du pays. Les perspectives d'emploi d'avenir peuvent être menacées du fait de la distance croissante du marché de l'emploi des grandes villes. Par exemple, dans le Sud de l'Allemagne, ces territoires se trouvent plutôt dans des zones périphériques à proximité de la frontière avec la République tchèque et la Haute-Autriche. Cette catégorie de territoires est très présente en Allemagne de l'Ouest. Elle rassemble des régions rurales et urbaines, parfois très endettées. A l'Est, ce territoire est celui qui rassemble les travailleurs opérant des migrations pendulaires entre leur domicile et leur travail à Berlin. Le rayonnement de la capitale devrait y améliorer les perspectives d'avenir.	Travailleurs TQ : ↓ (10,2 %) Pauvreté des personnes âgées : 0 (2,3 %) Pauvreté des enfants : ↗ (10,4 %) Espérance de vie : 0 (80,6 J.) Distance d'un(e) médecin généraliste : ↘ (5,7 Min.) Salaire : 0 (3.183 EUR) Endettement des communes : ↘ (1.734 EUR) Participation aux élections : ↗ (76,6 %) Accès au haut débit : ↘ (77,1 %) Migrations : 0 (–17,4 personnes pour 100 000 hab.)	
Régions rurales en proie à une longue crise structurelle (53 arrondissements ; 8,1 millions d'hab.)		
Les régions rurales des arrondissements de l'Est du pays sont encore fortement marquées par les conséquences de l'évolution démographique et connaissent un déclin de leur population. Ceci s'explique principalement par la mauvaise situation de l'emploi en comparaison avec le reste du pays. Conséquence : des revenus plus faibles et des travailleurs très qualifiés moins nombreux. Par ailleurs, les infrastructures ne se développent pas dans les proportions escomptées. L'accès aux médecins généralistes bien inférieur à la moyenne en est un exemple frappant. De plus, le projet urgent pour les particuliers et les entreprises d'accès au haut débit (> 50 Mbits) ne connaît pas d'avancée significative. Point positif cependant : ces communes sont rarement endettées et le taux de pauvreté des personnes âgées y est faible (pour le moment) du fait du grand nombre de femmes ayant acquis des droits à pension de retraite issus de leur emploi dans l'ex-RDA.	Travailleurs TQ : ↘ (10,5 %) Pauvreté des personnes âgées : ↑ (0,9 %) Pauvreté des enfants : 0 (15,5 %) Espérance de vie : ↘ (79,8 J.) Distance d'un(e) médecin généraliste : ↘ (6,8 Min.) Salaire : ↓ (2.464 EUR) Endettement des communes : ↗ (1.053 EUR) Participation aux élections : ↘ (72,0 %) Accès au haut débit ↓ (59,0 %) Migrations : ↘ (–213,4 personnes pour 100 000 hab.)	
Régions urbaines traversant un changement structurel profond (22 arrondissements ; 5,4 millions d'hab.)		
Cette catégorie rassemble quelques communes des anciennes régions industrielles de la Ruhr, de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat ainsi que de Brême et Bremerhaven. La pauvreté des enfants et des personnes âgées y est particulièrement élevée mais les soins de santé y sont excellents. En moyenne, ces régions ont un solde migratoire négatif et les salaires se situent dans la moyenne du pays. La faible espérance de vie et le faible taux de participation aux élections sont le reflet de problèmes persistants. Fortement endettées, ces communes ont une marge de manœuvre réduite. Un élan positif dans la lutte contre le changement structurel est attendu dans les villes si tant est qu'elles retrouvent une capacité financière, que leur taux de pauvreté soit réduit et que l'on mette un terme à l'exode de leur population.	Travailleurs TQ ↗ (13,4 %) Pauvreté des personnes âgées : ↓ (5,1 %) Pauvreté des enfants : ↓ (27,2 %) Espérance de vie : ↓ (79,5 J.) Distance d'un(e) médecin généraliste : ↑ (3,0 Min.) Salaire : 0 (3.190 EUR) Endettement des communes : ↓ (6.373 EUR) Participation aux élections : ↓ (71,8 %) Accès au haut débit : ↗ (93,1 %) Migrations : ↓ (–249,5 personnes pour 100 000 hab.)	

(fort avantage : ↑; avantage : ↗; moyenne : 0; handicap : ↘; fort handicap : ↓;
Abréviations : hab. = habitant(e) et TQ = très qualifiés)

Tableau 2
Plages de valeurs des indicateurs dans chaque catégorie de territoires

Indicateur	Valeur	Grandes et moyennes villes dynamiques présentant un risque d'exclusion	Régions rurales et périphéries riches	Noyau dur de l'Allemagne	Régions rurales en proie à une longue crise structurelle	Régions urbaines traversant un changement structurel profond
Taux de travailleurs très qualifiés (en %)	Minimum	6,9 (Delmenhorst)	9,4 (Berchtesgadener Land)	6,0 (Wittmund)	7,3 (Prignitz)	7,3 (Pirmasens)
	Maximum	44,1 (Heidelberg)	29,0 (München, Landkreis)	19,3 (Göttingen)	14,7 (Meißen)	20,1 (Bochum)
Taux de pauvreté des personnes âgées (en %)	Minimum	1,1 (Gera)	0,9 (Eichstätt)	0,7 (Märkisch-Oderland)	0,5 (Greiz)	3,2 (Remscheid)
	Maximum	8,8 (Frankfurt am Main)	2,8 (Lindau/ Bodensee)	3,9 (Emden)	1,8 (Nordwest-mecklenburg)	8,9 (Offenbach am Main)
Taux de pauvreté des enfants	Minimum	8,1 (Ingolstadt)	2,0 (Pfaffenhofen an der Ilm)	2,5 (Unterallgäu)	7,5 (Eichsfeld)	13,5 (Trier, kreisfreie Stadt)
	Maximum	31,9 (Halle/Saale)	13,0 (Pinneberg)	24,7 (Salzgitter)	24,9 (Uckermark)	39,5 (Gelsenkirchen)
LEspérance de vie en années	Minimum	78,0 (Flensburg)	80,9 (Nürnberger Land)	78,1 (Emden)	78,2 (Kyffhäu-serkreis)	77,3 (Pirmasens)
	Maximum	83,0 (München, Landeshauptstadt)	83,4 (Starnberg)	82,2 (Offenbach)	81,4 (Saale-Holzland-Kreis)	80,8 (Offenbach am Main)
Distance d'un(e) médecin généraliste (en min. de trajet en voiture)	Minimum	1,8 (München, Landeshauptstadt)	2,5 (Main-Tanus-Kreis)	2,8 (Solingen)	4,2 (Zwickau)	2,0 (Gelsenkirchen)
	Maximum	7,0 (Frankfurt/Oder)	7,7 (Oberallgäu)	10,5 (Emden)	11,2 (Ostprignitz Ruppin)	4,6 (Pirmasens)
Salaire brut sur le lieu de résidence en EUR	Minimum	2.423 (Gera)	2.942 (Berchtes-gadener Land)	2.641 (Teltow-Fläming)	2.271 (Vorpom-mern-Rügen)	2.755 (Pirmasens)
	Maximum	4.169 (Erlangen)	4.126 (Main-Taunus-Kreis)	4.310 (Wolfsburg)	2.751 (Oder-Spree)	3.525 (Mülheim an der Ruhr)
Endettement des communes en EUR par habitant(e)	Minimum	0 (Dresden)	227 (Biberach)	21 (Wolfsburg)	382 (Hildburghausen)	4.190 (Dortmund)
	Maximum	5.755 (Mainz)	4.594 (Hochtaunus-kreis)	7.206 (Kusel)	2.367 (Mansfeld-Südharz)	9.998 (Pirmasens)
Participation aux élections en %	Minimum	65,7 (Brandenburg/ Havel)	75,3 (Lörrach)	71,3 (Deggendorf)	64,4 (Salzlandkreis)	67,6 (Offenbach)
	Maximum	82,3 (Münster)	84,4 (Starnberg)	81,7 (Forchheim)	77,2 (Sächs. Schweiz/ Osterzg.)	77,5 (Mülheim an der Ruhr)
Ménages ayant accès au haut débit en %	Minimum	74 (Brandenburg/ Havel)	58 (Breisgau-Hochschwarzwald)	36 (Eifelkreis Bitburg-Prüm)	31 (Jerichower Land)	80 (Saarbrücken, Regionalverband)
	Maximum	100 (Regensburg, Rosenheim)	96 (Hochtaunus-kreis)	98 (Speyer, Franken-thal/Pfalz)	87 (Suhl)	97 (Herne, Pirmasens, Gelsenkirchen)
Solde migratoire intérieur pour 100 000 habitant(e)s	Minimum	–593 (Frankfurt/ Oder)	–147,3 (Aschaffen-burg, Landkreis)	–937 (Göttingen, Landkreis)*	–638 (Suhl)	–864 (Offenbach am Main)
	Maximum	1.433 (Leipzig)	569 (Herzogtum Lauenburg)	959 (Havelland)	320 (Rostock, Landkreis)	85 (Mülheim an der Ruhr)

* Conséquence possible du camp de transit de Friedland et de la réforme territoriale de 2016.

Source : tableau créé par les auteurs

2.3 ENTRE RICHESSE ET PAUVRETÉ

La polarisation sociale se retrouve également, de manière croissante, à l'échelle des villes. Alors que les quartiers les plus riches attirent toujours plus de ménages, ce sont avant tout les hauts revenus qui peuvent (encore) se permettre de payer des loyers élevés, tandis que les habitant(e)s des quartiers défavorisés s'appauvrissent. La pauvreté touche principalement les personnes âgées et les enfants de familles aux faibles revenus. Ces ménages sont particulièrement affectés par l'augmentation du coût de la vie. L'ampleur du risque de pauvreté pose un problème majeur pour l'avenir. La hausse des loyers est actuellement au cœur des débats : plus les loyers d'un quartier augmentent, plus les ménages à faibles revenus sont menacés d'exclusion.

Une évaluation a été réalisée à ce sujet, traitant de la répartition inégale des richesses et de la pauvreté. Le taux de pauvreté des personnes âgées et des enfants, le salaire brut sur le lieu du travail, le revenu disponible des ménages (c'est-à-dire l'ensemble des revenus d'un ménage, après versement des prestations sociales et imposition fiscale) ainsi que l'évolution des loyers ont été retenus dans cette évaluation comme autant d'indices de l'évolution du coût de la vie.

L'illustration 2 présente les catégories de territoires identifiées suite à ces observations :

- Les zones colorées en violet foncé sont les régions en difficulté par rapport à la moyenne nationale. Les zones colorées en violet clair sont les anciennes régions industrielles traversant un changement structurel (Ruhr, Sarre, zones portuaires) et de nombreuses grandes villes de l'Est. Même lorsque le coût du logement y augmente moins rapidement que dans le reste du pays, la pauvreté des enfants y est très marquée et les revenus particulièrement faibles.
- Le taux de pauvreté des personnes âgées exceptionnellement faible dans les régions rurales d'Allemagne de l'Est (en violet foncé) s'explique en grande partie par les droits à pension de retraite acquis par les femmes qui, dans cette région, travaillaient davantage que les femmes de l'ex-RFA.[5]
- Les zones colorées en vert foncé rassemblent les vastes régions riches du Sud de l'Allemagne et quelques arrondissements de l'Ouest et du Nord en périphérie des bassins d'emploi prospères et des bassins industriels compétitifs. Ces régions affichent des revenus moyens élevés, voire très élevés, un taux de pauvreté des personnes âgées et des enfants relativement faibles et une forte hausse du coût du logement (cf. tableau 2).
- Les zones colorées en vert clair rassemblent quelques arrondissements du Sud, de l'Ouest et du Nord de l'Allemagne touchés par un taux de pauvreté des enfants et des personnes âgées élevé. Les revenus et le coût du logement y sont plus faibles que dans les régions colorées en vert foncé. Les valeurs enregistrées dans les arrondissements et les villes- arrondissements colorées en beige se situent dans la moyenne nationale. La plupart des valeurs des indicateurs sont dans la moyenne, à l'exception du taux de pauvreté des enfants (moins élevé) et du coût du logement, qui connaît une moins forte augmentation.

Cette étude illustre les grandes tendances relatives aux écarts de richesse en Allemagne. Les vastes régions riches du Sud sont radicalement différentes des arrondissements défavorisés de l'Est, tandis que l'Ouest et la région de Berlin constituent le noyau dur du pays. Font exception à ce modèle global les régions des grandes villes d'Allemagne de l'Ouest, confrontées à des problèmes de pauvreté durables du fait du changement structurel industriel. L'augmentation du coût de la vie, représenté par l'évolution des loyers, est un facteur de risque de pauvreté qui touche même les grandes villes riches et peut être source d'exclusion sociale et spatiale.

5 cf. résumé de l'étude sur www.fes.de/ungleiches-deutschland/

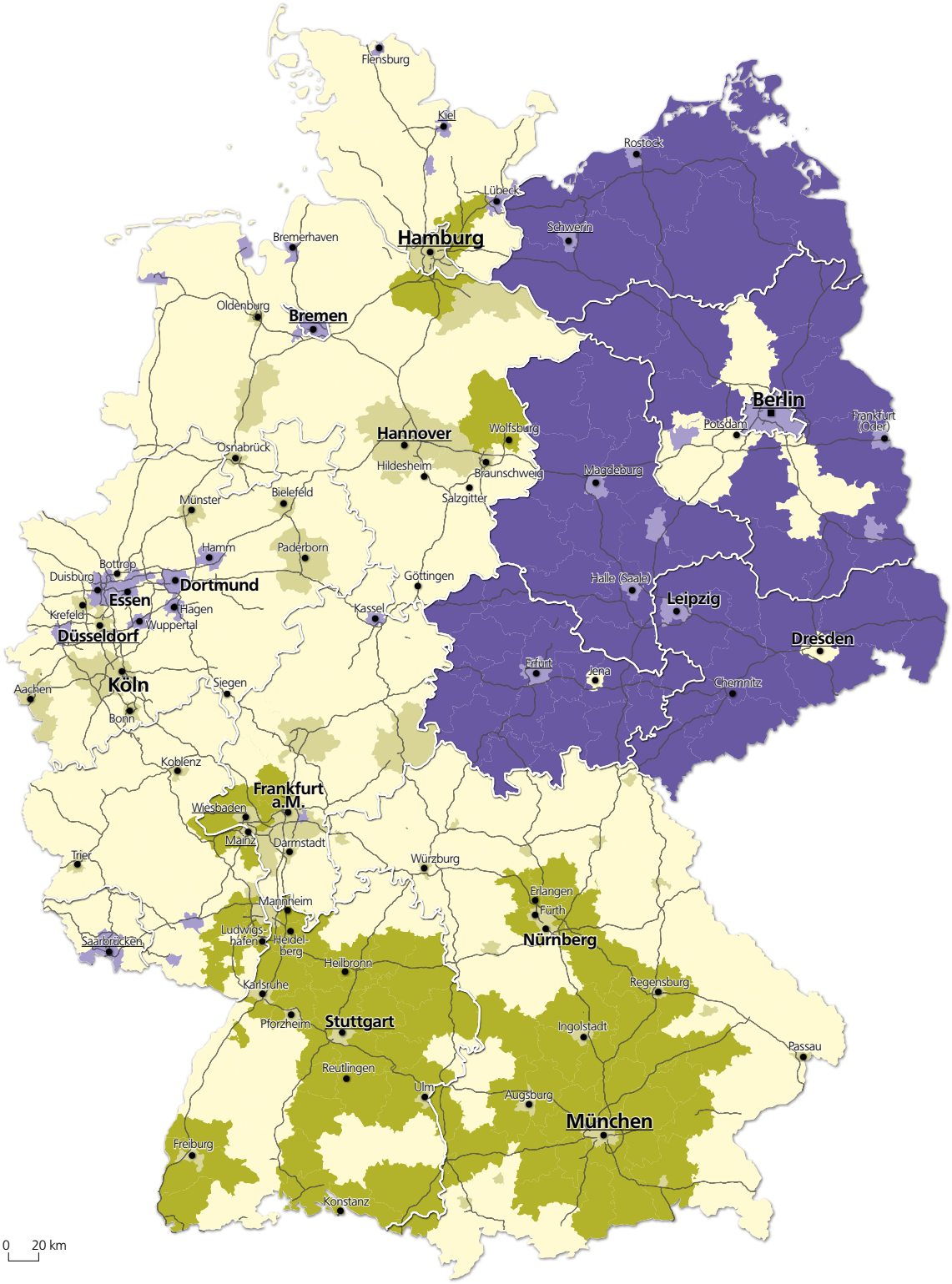
Tableau 3
La richesse en Allemagne

	Pauvreté des personnes âgées	Pauvreté des enfants	Salaire brut sur le lieu de résidence	Revenu disponible des ménages	Augmentation du coût de la vie
Catégorie 1	↗	↑	↑	↑	↓
Catégorie 2	↓	↘	↗	↗	↘
Catégorie 3	0	↗	0	0	0
Catégorie 4	↘	↓	↘	↘	↗
Catégorie 5	↑	0	↓	↓	↑

Symbole : fort avantage : ↑; avantage : ↗; moyenne : 0; handicap : ↘; fort handicap : ↓

Source : tableau créé par les auteurs
Base de données : Agence fédérale pour l'emploi, Office fédéral de la statistique et Institut pour la recherche sur les travaux publics, les villes et l'aménagement du territoire.

Illustration 2
Richesse et pauvreté en Allemagne



Source : carte établie par les auteurs.
Base de données : Agence fédérale pour l'emploi, Office fédéral de la statistique, Institut pour la recherche sur les travaux publics, les villes et l'aménagement du territoire, Empirica et Geo-Basis-DE/BKG 2018.

3

UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR L'ÉGALITÉ DES CONDITIONS DE VIE ET LA COHÉSION SOCIALE

L'étude montre que l'Allemagne est toujours marquée par une polarisation économique, territoriale, sociale et politique :

- La croissance économique et la politique de compensation mise en œuvre jusqu'à présent ne permettent manifestement pas de parvenir à l'égalité des conditions de vie. L'étude fait état de fortes disparités entre les régions sur le plan de l'emploi, de la richesse, des revenus, du risque de pauvreté, de l'espérance de vie et met en doute la capacité de l'État à inverser la tendance. Conséquence : l'Allemagne est marquée par de grands écarts de richesse.
- Plus de 69 millions d'habitant(e)s, soit plus de 83 % de la population, vivent dans de grandes et moyennes villes dynamiques caractérisées par une périphérie riche et dans des communes affichant des chiffres similaires aux moyennes nationales (« le noyau dur de l'Allemagne »). Il existe toutefois dans les régions riches un risque d'exclusion sociale et spatiale dû à l'augmentation du coût de la vie et à des infrastructures saturées. Plus de 13,5 millions d'habitant(e)s, soit 16,4 % de la population allemande, vivent dans des régions présentant de sérieux problèmes structurels. Ces régions sont marquées par un fort endettement des communes, un important déficit en infrastructures locales, des perspectives d'emploi et de revenus plus faibles et un risque plus élevé de pauvreté pour les enfants et les personnes âgées.
- Dans de nombreuses communes constituées de régions rurales périphériques et d'anciennes régions industrielles souffrant de faiblesses structurelles, l'État n'est pas en mesure d'inverser la tendance. En effet, ces régions sont surendettées et les investissements reculent depuis longtemps. Les migrations intérieures renforcent les disparités. Les régions périphériques se vident, accentuant les disparités car les jeunes travailleurs qualifiés et les jeunes familles s'installent dans des régions en plein essor, garanties d'un marché du travail attractif. Dans nombre de ces régions dans lesquelles l'État ne peut rien faire, les habitant(e)s perdent confiance en la politique et en la démocratie.

Le monde politique néglige plus ou moins les conséquences des disparités économiques régionales sur la cohésion sociale, ne proposant depuis longtemps déjà que des réponses insuffisantes (Fink/Tiemann 2016, 2017). La coalition de la CDU/CSU et du SPD en tire aujourd'hui les conséquences. Elle a constitué à cet égard la Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie.

3.1 FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE

La Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie doit saisir cette occasion et développer une nouvelle stratégie associant l'égalité des conditions de vie à une politique de renforcement de la cohésion sociale. Le bien commun doit être pris en compte dans cette double mission : lutter contre les disparités économiques et sociales et renforcer la cohésion sociale grâce aux services publics.

Les principes d'une politique de cohésion sociale

La Loi fondamentale comme outil normatif de la politique de la cohésion sociale
La Loi fondamentale définit des orientations pour garantir l'égalité des conditions de vie de chacun. Les citoyen(ne)s ont pour droit fondamental l'intégration sociale, qui repose sur la liberté, l'égalité et la solidarité. L'objectif est d'assurer la participation à la vie sociale, l'intégration et la sécurité de tous, dans toutes les régions.

L'entretien et le développement des infrastructures publiques au service de la cohésion sociale
Les infrastructures et les services publics sont essentiels au libre épanouissement de tous les citoyens et toutes les citoyennes. C'est d'abord un accès libre et généralisé à des infrastructures publiques de qualité qui permet à chacun de participer à la vie sociale et qui renforce la cohésion sociale. Il est donc important de développer un maillage d'infrastructures publiques sur l'ensemble du territoire.

Consolider l'administration pour permettre un accès aux services publics
La qualité de vie d'une société dépend de la qualité des prestations de ses biens publics. Bien administrer les services publics, c'est d'abord disposer des moyens matériels, financiers et humains nécessaires. Il convient donc de consolider l'administration pour permettre un accès aux services publics pour tous.

La cohésion sociale à l'échelle locale
Il est nécessaire d'offrir des services sociaux, des infrastructures techniques et des biens publics de qualité pour permettre à chacun de participer à la vie sociale. Personne ne doit être laissé pour compte. Associer l'administration, l'économie et la société civile permet de créer des lieux de vie sociale qui favorisent la cohésion sociale et renforcent la démocratie (locale). La cohésion sociale n'est pas un principe abstrait mais la condition *sine qua non*, à réinventer sans cesse, d'une société ouverte.

Quelle: nach Kersten et al. 2019.

Le débat ambiant autour de l'identité nationale (Heimat) est source de crispation, détourne l'attention des questions essentielles, déclenche des contre-feux inutiles et fait écran aux intérêts matériels, pourtant essentiels aux conditions de vie des individus dans les villes et les régions. Une nouvelle politique en faveur de l'égalité des conditions de vie et de la cohésion sociale, en revanche, se doit de suivre les quatre objectifs détaillés ci-après.

Des solutions circonstanciées pour répondre aux inégalités : à situation inégale, traitement différencié

Les infrastructures sociales et techniques sont réparties de manière très inégale sur le territoire. Ce n'est pas seulement le résultat de capacités financières très différentes selon les communes et les Länder. Sont également en cause les possibilités inégales de participation à des programmes d'investissement nationaux. Les communes riches disposant d'une bonne gestion financière et administrative — situées (en majorité) dans le Sud de l'Allemagne — sont très souvent avantagées dans la sélection pour les programmes d'investissement nationaux et des Länder. En effet, leurs finances les autorisent à apporter les contributions demandées en même temps qu'elles disposent des compétences requises en matière de planification et d'homologation, nécessaires pour mettre en œuvre les mesures sans attendre les investissements disponibles.

- Il convient, à l'avenir, de répartir de manière plus équitable les dépenses publiques sur le territoire. La devise politique «à situation inégale, traitement différencié» doit être érigée en principe directeur de la politique nationale en matière de dépenses. Il est essentiel de régionaliser, au moyen de différents indicateurs, les nombreuses aides à l'investissement offertes par l'État, celles-ci devant être bien plus axées qu'auparavant sur les inégalités territoriales, en sus des aspects techniques. Cette approche s'applique en particulier aux programmes spécialisés visant à promouvoir les infrastructures, tels que le programme de promotion de l'urbanisme, les infrastructures de transport (notamment le plan fédéral d'aménagement des voies de circulation et les fonds alloués à la régionalisation du transport ferroviaire de voyageurs), les infrastructures de recherche (p. ex. le pacte pour l'enseignement supérieur) et les aides à l'investissement de l'État fédéral et des Länder pour les crèches et les écoles. En effet, les perspectives d'éducation inégales entre les régions riches et les régions souffrant de faiblesses structurelles renforcent les inégalités et la pauvreté. C'est pourquoi les investissements dans l'éducation doivent tout particulièrement respecter le principe « à situation inégale, traitement différencié » et être mis en œuvre selon des indices sociaux communs.
- Il est essentiel que la Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie établisse une liste d'indicateurs adéquats et adaptés aux besoins. Pour ce faire, il convient d'assurer un suivi continu de l'évolution des territoires, à la plus petite échelle possible.
- Sur cette base, il convient également que l'État fédéral et les Länder se mettent d'accord sur une régionalisation des moyens pour chaque programme. Les unités de référence territoriales doivent alors être axées sur les aspects techniques et avoir pour objet de mettre fin aux inégalités régionales. La régionalisation adaptée aux besoins a l'avantage de rendre l'affectation des ressources transparente et compréhensible. Différentes problématiques sont alors prises en compte : les besoins des communes souffrant de faiblesses structurelles et en manque de moyens, mais également les problèmes que pose l'arrivée de nouveaux habitants aux collectivités territoriales surchargées.

Renforcer les communes

Sans communes fortes dans toutes les régions de l'Allemagne, on ne pourra pas mettre fin aux inégalités des conditions de vie. De nombreux problèmes mentionnés dans ce rapport peuvent être en premier lieu résolus par les communes. Mieux encore : l'administration locale garantit l'accès de tous aux services publics. C'est pourquoi il est essentiel que les communes disposent de ressources financières et de moyens humains suffisants. Si les programmes de soutien peuvent renforcer ces ressources de base, ils ne peuvent les remplacer. Or, ces dernières années, c'est l'inverse qui s'est produit : ce sont surtout les communes souffrant de faiblesses structurelles, qui étaient sous pression budgétaire, qui ont dû diminuer le nombre de leurs salariés, limiter leurs moyens et affaiblir les institutions communales.

- Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une initiative visant à renforcer l'autonomie administrative des communes : redonner aux communes les compétences nécessaires pour résoudre les difficultés de leurs administrés, par exemple via le recrutement de personnel mieux qualifié et de nouvelles formes de coopération entre collectivités, en particulier dans les communes rurales disposant d'une marge de manœuvre limitée, doit être une priorité à tous les niveaux de l'État.
- Il convient d'adapter le système de péréquation financière communal des Länder, de sorte que soient alloués les fonds de l'État fédéral aux communes qui en ont le plus besoin.

Soulager les communes souffrant de faiblesses structurelles

L'étude montre que nombre de communes souffrant de faiblesses structurelles se trouvent dans une impasse durable. Seules, elles ne parviennent plus à sortir du cercle vicieux d'une économie moribonde, d'un chômage élevé, de lourdes charges dues aux prestations sociales, d'un fort endettement, d'un investissement réduit et de l'exode d'une partie de leurs habitants. Cela est d'autant plus vrai que les mécanismes de compensation et d'aides du système fédéral multidimensionnel ont eu peu d'effet.

- Il est donc nécessaire de créer un fonds de désendettement commun à l'État fédéral et aux Länder rassemblant les encours de dettes des communes les plus endettées. Cet allègement réel de la dette doit être assorti de conditions pour améliorer les revenus des communes et éviter un nouvel endettement. Pour ce faire, la Commission gouvernementale doit mettre au point un modèle concret de fonds d'endettement commun.
- Il est également nécessaire que l'État fédéral prenne davantage en charge de dépenses sociales. Il s'agit notamment des dépenses de logement des chômeurs de longue durée qui alourdissent particulièrement le budget des communes en crise. Les communes les plus vulnérables sont aujourd'hui celles qui ont le plus de charges liées aux prestations sociales. Il faut à l'avenir faire valoir le principe de corrélation suivant : « celui qui commande, paie ».

Mettre en place une nouvelle mission d'intérêt commun sur les « services publics régionaux »

L'accès à des infrastructures performantes sur l'ensemble du territoire est essentiel au libre épanouissement des habitant(e)s de toutes les régions. Pour garantir ces services publics, une administration forte est requise. De plus, lorsqu'elle peut prendre part à la mise en place de stratégies locales et influer effectivement sur celles-ci, la population s'implique. L'intégration politique des citoyens et la prise de décisions commune renforcent la cohésion sociale. Réciproquement, l'engagement de la population et la cohésion sociale sont des caractéristiques propres aux régions riches.

Une politique de cohésion doit donc se préoccuper du développement des « lieux sociaux ». Il s'agit de lieux et d'espaces qui sous-tendent le développement solidaire et autonome des régions grâce à un engagement citoyen, une recherche du bien commun, des coopérations entre plusieurs communes et des réseaux régionaux, des stratégies de développement régionales et locales et bien d'autres formes de participation. Ces moyens informels qui permettent de garantir les services publics ainsi que les possibilités de mobilisation citoyenne, de participation politique, de codécision et d'auto-organisation des régions doivent être encouragés.

- Il est nécessaire de généraliser ces approches se substituant à nombre de programmes de moindre envergure, souvent symboliques, pensés à court terme et dont les effets ne sont pas durables. Les nombreuses approches innovantes issues de projets pilotes subventionnés par l'État fédéral et des Länder doivent être évaluées, pérennisées et déployées au quotidien (p. ex. projet pilote d'aménagement du territoire, projet de logement et d'urbanisme expérimental, soutien à des projets en faveur du développement rural ou encore à des initiatives portées par le ministère de l'Éducation et de la Recherche). Nombre de ces innovations ont été abandonnées une fois les programmes parvenus à échéance.
- Une plus grande stabilité et fiabilité sont déterminantes. Pour ce faire, l'État fédéral et les Länder doivent convenir d'une nouvelle mission d'intérêt commun sur les « services publics régionaux ». Celle-ci doit venir en complément des tâches d'intérêt commun préexistantes relatives à l'« amélioration des structures agricoles et de la protection des côtes » et à l'« amélioration de la structure économique régionale ». Une telle mission d'intérêt commun permet de financer des services publics matériels adéquats dans les régions et un soutien systématique aux processus de mobilisation citoyenne, de participation politique, de codécision et d'auto-organisation des régions. La participation politique des individus crée les conditions d'une cohésion sociale lorsqu'ils y entrevoient de nouvelles perspectives.

L'art. 91a de la Loi fondamentale offre la possibilité à l'État fédéral de contribuer aux missions d'intérêt commun. Il revient donc à l'État d'apporter sa contribution à ces missions aujourd'hui de haute importance — qui permettent de garantir la cohésion sociale et territoriale en Allemagne — au moins à raison de la moitié des ressources nécessaires.

3.2 DIMINUER LES INÉGALITÉS ET RENFORCER LA DÉMOCRATIE

La controverse politique au sujet d'une croissance des inégalités de conditions de vie — et de l'émergence de gagnant(e)s et de perdant(e)s du changement structurel — a animé le débat sur les inégalités dans le pays. La question de l'égalité des conditions de vie est désormais à l'ordre du jour politique.

Il s'agit dès lors de mettre au point une nouvelle politique pour lutter avec détermination contre ces déséquilibres. Les disparités entre les territoires ne doivent plus conduire à des inégalités manifestes entre les conditions de vie. C'est pourquoi l'Allemagne a besoin d'une nouvelle politique régionale, structurelle, financière et éducative.

Il convient également de mettre en avant les nouvelles perspectives économiques et sociales pour empêcher la montée des mouvements populistes de droite. L'amélioration durable de l'attractivité d'une région permet de renforcer la démocratie dans les villes et les régions et de regagner la confiance de la population dans l'efficacité des institutions démocratiques.

L'Allemagne a besoin d'une action politique courageuse. Suite à la publication du rapport de la Commission gouvernementale sur l'égalité des conditions de vie, l'opinion publique attend désormais des décisions politiques claires ouvrant la voie à des solutions viables pour le futur.

Annexe A
Description des indicateurs

Le tableau suivant présente de manière synthétique les indicateurs utilisés au sein de l'étude. Les informations surlignées en rouge clair sont associées à des séries chronologiques de données d'au moins quatre ans avant l'année indiquée, prises en compte dans l'interprétation des résultats figurant dans le texte de l'étude.

Plusieurs variantes sont possibles pour les indicateurs suivis du chiffre 1, 2 ou 3. Les variantes qui ne sont pas représentées dans le tableau sont expliquées dans l'interprétation des résultats figurant dans le texte de l'étude.

N°	Nom	Source	Période
Analyse par segments			
Illustr. 1	Carte des disparités socio-économiques	Agence fédérale pour l'emploi, Office fédéral de la statistique, Institut pour la recherche sur les travaux publics, les villes et l'aménagement du territoire, ministère du Transport et des Infrastructures numériques, Thünen-Institut, portail Wegweiser Kommune de la Fondation Bertelsmann et données brutes collectées sur ledit portail, Centre de données de recherche des offices de la statistique de l'État fédéral et des Länder	2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018
Illustr. 2	Richesse et pauvreté en Allemagne	Agence fédérale pour l'emploi, Office fédéral de la statistique, Institut pour la recherche sur les travaux publics, les villes et l'aménagement du territoire et Empirica	2016, 2017, 2018
Economie, emploi et marché du travail			
Illustr.	Produit intérieur brut par actif [1]	Office fédéral de la statistique	2016
Illustr.	Taux d'emploi [2]	Agence fédérale pour l'emploi	2017
Illustr.	Taux de travailleurs très qualifiés	Agence fédérale pour l'emploi	2018
Perspectives d'éducation et d'avenir			
Illustr.	Pauvreté des enfants : enfants âgés de moins de 15 ans dans des ménages bénéficiant de l'assurance du SGB II	Agence fédérale pour l'emploi	2016
Illustr.	Taux de personnes sorties du système éducatif sans diplôme	Office fédéral de la statistique	2016
Illustr.	Pauvreté des personnes âgées : bénéficiaires du revenu minimum pour personnes âgées (SGB XIII)	Offices de la statistique de l'État fédéral et des Länder	2016
Richesse et santé			
Illustr.	Espérance de vie	Institut pour la recherche sur les travaux publics, les villes et l'aménagement du territoire	2013, 2014, 2015
Illustr.	Salaire brut sur le lieu de résidence	Agence fédérale pour l'emploi	2017
Illustr.	Loyer	Empirica	2018
Action de l'État et intégration politique des individus			
Illustr.	Endettement des communes	Portail Wegweiser Kommune de la Fondation Bertelsmann	2016
Illustr.	Investissements matériels	Portail Wegweiser Kommune de la Fondation Bertelsmann	2016
Illustr.	Accès au haut débit	Ministère du Transport et des Infrastructures numériques	2018
Migrations			
Illustr.	Solde migratoire national	Centre de données de recherche des offices de la statistique de l'État fédéral et des Länder, statistiques sur la migration, 2013-2015 et Office fédéral de la statistique	2013, 2014, 2015
Illustr.	Solde migratoire intérieur des familles		2013, 2014, 2015

1 nach Erwerbstätigen, nach Einwohner_innen;
2 insgesamt, Frauen, Männer;
3 nach Wohnort, nach Arbeitsort

Annexe B
Plages de valeurs des indicateurs

Indicateur	Année	Plage de valeur
Taux d'emploi total	2017	44,2 % (Trèves) — 69,2 % (Hildburghausen)
Taux d'emploi des femmes	2017	43 % (Heidelberg) — 69,9 % (Hildburghausen)
Taux d'emploi des hommes	2017	43,4 % (Trèves) — 73,2 % (Ingolstadt)
Services liés aux entreprises	2015	2,5 % (Hildburghausen) — 28,6 % (Francfort-sur-le-Main)
Produit intérieur brut par actif	2016	50 309 EUR (Erzgebirgskreis) - 178 706 EUR (Wolfsbourg)
Taux de travailleurs très qualifiés	2018	6 % (Wittmund) — 44,1 % (Heidelberg)
Bénéficiaires de prestations au titre du SGB II	2017	1,5 % (Pfaffenhofen an der Ilm) — 25 % (Gelsenkirchen)
Pauvreté des personnes âgées	2016	0,5 % (Sonneberg) bis 8,9 % (Offenbach-sur-le-Main)
Pauvreté des enfants	2016	2 % (Pfaffenhofen an der Ilm) — 39,5 % (Gelsenkirchen)
Personnes sorties du système éducatif sans diplôme	2016	1,2 % (Mayence) — 14,2 % (Prignitz)
Espérance de vie	2013/ 2015	77,3 ans (Pirmasens) — 83,3 ans (Starnberg)
Distance d'un(e) médecin généraliste	2016	1,8 minute (Munich, capitale du Land) — 11,2 minutes (Ostprignitz-Ruppin)
Salaire brut sur le lieu de résidence	2017	2271 EUR/mois (Vorpommern-Rügen) — 4310 EUR/mois (Wolfsbourg)
Revenu disponible des ménages	2015	16 274 EUR/an (Gelsenkirchen) - 35 663 EUR/an (Heilbronn)
Loyer	2018	4,59 EUR/m2 (Vogtlandkreis) — 15,74 EUR/m2 (Munich, capitale du Land)
Endettement des communes	2016	0 EUR/habitant(e) (Dresde) - 9998 EUR/habitant(e) (Pirmasens)
Crédits de trésorerie	2016	0 EUR/habitant(e) (Leipzig et autres) — 8439 EUR/habitant(e) (Pirmasens)
Investissements matériels	2016	42 EUR/habitant(e) (Bielefeld) — 1342 EUR/habitant(e) (Dingolfing-Landau)
Participation aux élections	2017	64,1 % (Bremerhaven) — 84,4 % (Starnberg)
Accès au haut débit (> 50 Mbit)	2018	31 % (Jerichower Land) — 100 % (Ratisbonne, Rosenheim)
Solde migratoire intérieur total	2013/ 2014/ 2015	-864 pour 100 000 habitant(e)s (Offenbach-sur-le-Main) — 1433 pour 100 000 habitant(e)s (Leipzig)
Solde migratoire intérieur des familles	2013/ 2014/ 2015	-2423 pour 100 000 habitant(e)s (Wurtzbourg) — 2177 pour 100 000 habitant(e)s (Potsdam-Mittelmark, arrondissement)

Source : tableau établi par les auteurs

Annexe C
Méthodologie

Cette étude repose sur une évaluation des indicateurs représentatifs de différentes thématiques. Les indicateurs ne sont pas de simples variables géostatistiques (p. ex. nombre d'habitant(e)s ou superficie d'une commune). Ils renseignent sur une situation précise et permettent d'évaluer de manière pertinente des situations et des tendances au regard d'objectifs sociaux et politiques. Citons par exemple la stratégie politique visant à déployer le haut débit sur tout le territoire. Cet objectif est mesuré par un indicateur : le nombre de ménages des régions étudiées (dans le cas présent les villes-arrondissements et les arrondissements) ayant accès au haut débit.

Les tendances et les valeurs présentées permettent de comparer les valeurs moyennes de 401 villes-arrondissements et arrondissements d'Allemagne et de mieux comprendre la répartition géographique des disparités socio-économiques. C'est le sujet de ce rapport selon lequel les cartes sont interprétées. Toutefois, il existe des disparités au sein d'un même arrondissement. Celles-ci ne sont pas représentées sur la carte des valeurs moyennes mais sont précisées dans texte.

Les indicateurs de cette analyse par segments ont été choisis pour couvrir les différentes thématiques du rapport, sans pour autant rendre plus complexe l'interprétation des résultats. L'expérience montre que les analyses par segments basées sur un ensemble d'indicateurs trop large et risquant de se recouper sont trop difficiles à expliquer.

Il convient d'interpréter les résultats selon la méthodologie suivante :

- Les indicateurs utilisés ont été standardisés selon des valeurs moyennes (moyenne arithmétique, médiane) ou des valeurs de référence comparables (p. ex. solde migratoire pour 100 000 habitant(e)s, distance moyenne en minutes de trajet en voiture). Les résultats ne sont donc pas fonction de la taille de la région ou de son nombre d'habitant(e)s. Cette méthode permet de comparer les indicateurs de régions, quelles que soient leur superficie et leur population.
- Les différences de superficie entre des régions peuvent influer sur l'interprétation des liens entre villes et périphéries des villes-arrondissements d'une part et leurs arrondissements périphériques d'autre part. Ainsi, en raison des réformes territoriales, certains arrondissements situés en périphérie des grandes villes d'Allemagne de l'Est s'étendent loin de celles-ci. Les indicateurs présentent alors des valeurs moyennes résultant de structures des territoires suburbains et ruraux.
- La comparaison entre l'endettement des villes-États de Berlin, Hambourg et Brême d'une part et des villes-arrondissements et arrondissements d'autre part étant impossible, cet indicateur n'a pas pu être pris en compte pour ces villes. Le classement des territoires en catégories-types permet de représenter cette différenciation sur la carte des disparités par des hachures.

Table des illustrations et tableaux

9 Illustration 1
Carte des disparités socio-économiques

13 Illustration 2
Richesse et pauvreté en Allemagne

10 Tableau 1
Catégories de territoires selon les disparités socio-économiques en Allemagne

11 Tableau 2
Plages de valeurs des indicateurs dans chaque catégorie de territoires

12 Tableau 3
La richesse en Allemagne

18 Tableau Annexe A
Description des indicateurs

19 Tableau Annexe B
Plages de valeurs des indicateurs

Références bibliograhiques

Albrech, Joachim ; Fink, Philipp ; Tiemann, Heinrich 2016 : Ungleiches Deutschland: Sozioökonomischer Disparitätenbericht 2015, Gute Gesellschaft – Soziale Demokratie # 2017plus, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn, https://library.fes.de/pdf-files/wiso/12390.pdf (16.3.2019).

Bauer, David ; Ragnitz, Joachim ; Rösel, Felix 2017 : Zur Neuregelung des Finanzausgleichs: Ein Beitrag zum Abbau regionaler Ungleichheit? WISO-Diskurs, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn, http://library.fes.de/pdf-files/wiso/13951.pdf (16.3.2019).

Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung (BBSR) 2012 : Raumordnungsbericht 2011, Bonn.

Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung (BBSR) 2017 : Raumordnungsbericht 2017: Daseinsvorsorge sichern, Bonn.

Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung (BBSR) o. J.: Laufende Raumbeobachtung: Raumabgrenzungen, https://www.bbsr.bund.de/BBSR/DE/Raumbeobachtung/Raumabgrenzungen/Kreistypen4/kreistypen.html (16.4.2019).

Eichel, Hans ; Fink, Philipp ; Tiemann, Heinrich 2013 : Vorschlag zur Neuordnung des Finanzausgleichs, WISO direkt, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn, http://library.fes.de/pdf-files/wiso/10091.pdf (2.4.2019).

Fink, Philipp ; Tiemann, Heinrich 2016 : Wachsende Disparitäten in Deutschland: Herausforderungen und Aufgaben der SPD: Einige politische Schlussfolgerungen aus den Ergebnissen des FES-Berichts „Ungleiches Deutschland: Sozioökonomischer Disparitätenbericht 2015", in: perspektiven ds 1 (2016), S. 106–110.

Fink, Philipp ; Tiemann, Heinrich 2017 : Den Teufelskreis durchbrechen: Neue Strukturpolitik als eine Antwort auf wachsende Disparitäten, WISO direkt, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn, http://library.fes.de/pdf-files/wiso/13495-20170704.pdf (3.4.2019).

Giebler, Heiko ; Regel, Sven 2017 : Wer wählt rechtspopulistisch? Geografische und individuelle Erklärungsfaktoren bei sieben Landtagswahlen, WISO Diskurs, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn, http://library.fes.de/pdf-files/wiso/13935.pdf (3.4.2019).

Kersten, Jens ; Neu, Claudia; Vogel, Berthold 2019 : Politik des Zusammenhalts: Über Demokratie und Bürokratie, Hamburg.

Manow, Philip 2018: Die Politische Ökonomie des Populismus, Berlin.

Südekum, Jens; Dauth, Wolfgang; Findeisen, Sebastian 2017 : Verlierer (-regionen) der Globalisierung in Deutschland: Wer? Warum? Was tun?, in: Wirtschaftsdienst 1 (2017), S. 24–31, https://archiv.wirtschaftsdienst.eu/jahr/2017/1/verlierer-regionen-der-globalisierung-in-deutschland-wer-warum-was-tun/ (3.4.2019).

La Friedrich-Ebert-Stiftung

Fondée en 1925, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne. Perpétuant l'héritage politique de Friedrich Ebert, elle défend les valeurs fondamentales de la social-démocratie que sont la liberté, la justice et la solidarité. Ces valeurs la lient aux idéaux de la social-démocratie et des syndicats libres.

La FES œuvre en faveur de la social-démocratie, notamment à travers :

- l'éducation au politique en vue de renforcer la société civile ;
- le conseil politique ;
- la coopération internationale avec des bureaux à l'étranger dans plus de 100 pays ;
- l'octroi de bourses ;
- la mémoire collective de la social-démocratie par l'intermédiaire, entre autres, d'un centre d'archives et d'une bibliothèque dédiée.

MENTIONS LÉGALES

© 2019
Friedrich-Ebert-Stiftung
Godesberger Allee 149, 53175 Bonn
Commande de publications/contact : BeMo@fes.de

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung.
L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.

ISBN : 978-3-96250-421-2

Photo de couverture : © dpa/Britta Pedersen
Conception : www.bergsee-blau.de
Mise en page : www.stetzer.net
Impression : www.bub-bonn.de

Imprimé sur RecyStar Polar (papier 100 % recyclé, certifié Ange Bleu).

POUR UN LENDEMAIN MEILLEUR

Une Allemagne inégalitaire

Recul du chômage, industries innovantes et un taux de croissance que lui enviait il y a peu de temps encore la majorité de ses voisins européens… Par rapport aux autres pays, l'Allemagne se porte bien. Mais la bonne santé de l'économie ne profite pas à tous.

Cette étude montre au contraire que les inégalités socio-économiques se sont accentuées ces dernières années en Allemagne. Pire encore : si quelques villes sont en plein essor, des régions entières sont menacées de décrochage sur le long terme.

Ce rapport s'appuie sur le rapport sur les disparités 2015 et le complète. Il propose un état des lieux complet des inégalités socio-économiques en Allemagne et formule des revendications claires à destination des dirigeants politiques.

Plus d'informations ainsi qu'une carte interactive
des disparités socio-économiques sur :
www.fes.de/ungleiches-deutschland/

Les auteurs
Dr. Philipp Fink était conseiller en politique climatique, environnementale, énergétique et structurelle au département de politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung et directeur du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables. Il dirige depuis le 1er juillet 2019 le bureau des pays nordiques de la Fondation à Stockholm.
Martin Hennicke, ancien *Ministerialdirigent* (chef de service d'un ministère), a dirigé jusqu'en 2017 le département de planification politique de la chancellerie du Land de Rhénanie-du-Nord–Westphalie. Il est membre du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables de la Friedrich-Ebert-Stiftung.
Heinrich Tiemann, ancien secrétaire d'État, était *Ministerialdirektor* (chef de direction d'un ministère) à la chancellerie fédérale et secrétaire d'État dans différents ministères fédéraux. Il est membre du groupe de travail sur les politiques économiques structurelles et durables de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG